

La santé publique aujourd’hui

Où en est la Suisse et où doit-elle aller ?

La Suisse dispose d'un système de santé performant, mais la santé publique reste structurellement sous-développée. Une gestion moderne de la santé axée sur la population nécessite une volonté d'action et une conception contemporaine de la santé.



Thomas Steffen
Dr méd., président de
Santé publique Suisse

« Il est préférable de prévenir les maladies que de les guérir, car cette deuxième option s'accompagne toujours d'une perte de force et, par conséquent, d'un raccourcissement de la durée de vie [1]. » Cette phrase ne provient pas d'un manuel actuel, mais a été écrite en 1797. Christoph Wilhelm Hufeland, l'un des précurseurs de la santé publique, affirmait que la prévention était plus efficace et moins invasive que le traitement d'une maladie déjà déclarée. Plus de 200 ans plus tard, ce principe fondamental reste d'actualité.

La santé est irrémédiablement liée au milieu dans lequel les gens vivent et travaillent. La santé publique, en particulier la prévention, a toujours fait partie de l'activité médicale, mais ses attaches structurelles restent bien inférieures à son potentiel tandis que la médecine clinique n'a cessé de se développer ces cent dernières années en Suisse. Il y a quarante ans, la Charte d'Ottawa mettait déjà en avant l'importance de créer des milieux favorables à la santé [2]. Cette idée fondamen-

tale reste déterminante et souligne le besoin d'un ancrage systématique de la notion de santé publique.

Défis et faiblesses structurelles

La population est satisfaite de la prise en charge médicale, mais le système est soumis à une pression croissante : augmentation des coûts, hausse des primes, pénurie de personnel qualifié, charge de morbidité plus élevée et évolution démographique, pour ne citer que quelques exemples. À cela s'ajoutent des questions telles que les risques climatiques, le stress psychologique de la population et les inégalités sociales qui ont un impact sur la santé. Un système de santé qui repose principalement sur la médecine curative n'est pas en mesure de faire face à ces évolutions à long terme.

Renforcer la santé publique dans le système de santé pourrait permettre d'obtenir une amélioration durable. Les stratégies de santé publique sont plus efficaces lorsqu'elles sont intégrées systématiquement dans les structures de soins. En s'appuyant sur les projets de prévention déjà en place, il serait possible de développer une protection durable de la santé dans toutes les tranches d'âges. De cette manière, les systèmes d'intervention éprouvés seraient prêts à répondre en cas de crise sanitaire. Or, pour l'instant, la Suisse ne dispose pas d'une architecture globale

et cohérente. Il existe bien des stratégies nationales, mais elles sont souvent sous-financées et insuffisamment ancrées dans un système global coordonné ; si bien que les éléments qui existent – des programmes aux registres en passant par les structures de prévention locales – restent souvent fragmentés.

Prenons l'exemple du transfert de l'hospitalier vers l'ambulatoire, qui est pertinent sur le plan de la politique de santé. Cependant, sans financement des prestations médico-sociales ambulatoires, il engendre des surcharges dans les cabinets médicaux et complique les interventions de prévention alors que, précisément, elles devraient être encouragées.

Le fédéralisme atteint ici aussi ses limites structurelles. Les différentes stratégies cantonales, les standards hétérogènes en matière de données et les 26 variantes organisationnelles ne facilitent pas une gouvernance coordonnée. Dans ce contexte, un rapport rédigé à la demande de l'Académie suisse des sciences médicales (ASSM) a souligné à juste titre la nécessité pour la Confédération et les cantons d'avoir des objectifs communs et des mécanismes de gouvernance plus forts et clairement définis [3]. Un article constitutionnel et des lois fédérales sur la santé de la population et la prévention seraient des mesures efficaces pour aller vers une stratégie de santé cohérente.

Le potentiel inexploité

Le fossé structurel est particulièrement flagrant dans le domaine des maladies non transmissibles telles que le cancer, le diabète, les maladies cardiovasculaires, les

Les stratégies de santé publique sont plus efficaces lorsqu'elles sont intégrées systématiquement dans les structures de soins.



maladies respiratoires chroniques et les troubles psychiques. Ces maladies causent beaucoup de souffrances et représentent environ 72 % des dépenses de santé en Suisse, soit 65,7 milliards de francs par an. En y additionnant les pertes de productivité et d'autres coûts indirects, la facture totale avoisine les 109 milliards, soit environ 14 % du produit intérieur brut [4]. Un grand nombre de ces maladies pourraient pourtant être évitées ou influencées positivement par des mesures de prévention. La consommation de substances addictives, les habitudes alimentaires et l'activité physique, mais aussi, par exemple, la réintégration dans le monde du travail en cas de troubles psychiques constituent les principaux facteurs d'influence sur lesquels il est possible d'agir. Il est par exemple nécessaire de réformer la pratique en ce qui concerne l'évaluation, mais aussi la protection sur le marché du travail afin d'offrir un meilleur soutien aux personnes atteintes dans leur santé. Chacune de ces mesures de prévention est efficace et réduit non seulement la souffrance humaine, mais soulage également considérablement le système de santé et l'économie nationale. Cela illustre à quel point la perspective de santé publique est déterminante, avec une prévention et une promotion de la santé structurelles fortes, des interventions précoces et un système de santé qui considère la prévention comme une mission centrale et peut la mettre en œuvre efficacement.

Lacune dans la pratique médicale

La médecine de premier recours joue un rôle clé. Scientifiquement bien documentées, les interventions brèves sur l'arrêt du tabac, la consommation d'alcool, l'alimentation, l'activité physique ou la santé mentale sont efficaces. Cependant, le manque

Bien plus qu'une simple tâche supplémentaire, la santé publique est une condition fondamentale en faveur de la santé et de la qualité de vie de la population.

de temps, l'absence de rémunération et le manque de clarté dans la répartition des responsabilités empêchent souvent leur mise en œuvre systématique et durable. Pourtant, des exemples tels que le travail des médecins scolaires, le programme PE-Pra pour les cabinets médicaux ou la garantie de la sécurité des patients dans la pratique médicale quotidienne montrent que lorsque la prévention bénéficie d'un soutien structurel, elle est très efficace. Le défi ne consiste pas à manifester une volonté, mais à la rendre possible.

Ce dont la santé publique a besoin aujourd'hui

Une stratégie de santé durable va au-delà des programmes individuels. Elle nécessite :

- des objectifs nationaux communs, contraignants, mesurables et assortis d'une base de financement claire,
- un ancrage structurel et financier solide de la prévention dans l'ensemble du système,
- des mécanismes de gouvernance clairs et coordonnés, en particulier entre la Confédération et les cantons,
- un monitorage complet et durable de la santé.

Pour que la santé publique puisse déployer pleinement ses effets, elle doit être intégrée dans le système de santé, afin de

pouvoir apporter un soutien systémique global et une réponse aux grands défis. Pour ce faire, la Confédération et les cantons doivent assumer davantage leurs rôles dans le domaine de la santé publique, les définir clairement et développer les bases légales dans ce sens. Il s'agit notamment de combler les lacunes existantes en matière de réglementation et de compétences dans le domaine de la prévention et de la gestion de la santé. Ainsi, la prévention fondée sur les preuves en médecine de premier recours devrait clairement relever de la santé publique. Le système actuel, qui laisse l'initiative et les moyens financiers aux ONG de décider d'ajouter un examen préventif fondé sur des preuves dans le catalogue des prestations obligatoires, doit être remplacé par une meilleure solution (par exemple par la prise de décision d'une commission fédérale de prévention).

Bien plus qu'une simple tâche supplémentaire, la santé publique est une condition fondamentale en faveur de la santé et de la qualité de vie de la population, mais aussi de la sécurité des soins et de la durabilité. Pour la politique de la santé, le renforcement systématique de la santé publique n'est pas une option, mais une étape nécessaire pour répondre aux immenses défis du système de santé de notre pays. Le soutien actif du corps médical est indispensable. Sa voix influente peut contribuer de manière décisive à renforcer la santé publique, tout en allégeant efficacement le travail quotidien des médecins et en garantissant à long terme la prise en charge des patientes et des patients.

Correspondance

thomas.steffen@public-health.ch

Littérature

- 1 Hufeland CW. Die Kunst, das menschliche Leben zu verlängern. Akademische Buchhandlung, Léna. 1797 (citation : trad. FMH)
- 2 Organisation mondiale de la santé. Charte d'Ottawa pour la promotion de la santé. Genève. 1986
- 3 Monod S, et al. Analyse de la gouvernance du système de santé suisse et proposition d'une loi fédérale sur la santé. Unisanté - Centre universitaire de médecine générale et de santé publique. Lausanne. 2024
- 4 Office fédéral de la santé publique. Les maladies non transmissibles représentent 72 % des dépenses de santé. Communiqué de presse. Berne. 2025